

**Expérience
professionnelle**

- 15 mai 1974

Juge d'instruction près le Tribunal de Grande Instance de DIEPPE

- 4 mars 1977

Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de NANTERRE
Secrétaire Général du Parquet

- 29 juillet 1982

Secrétaire Général du Parquet de la Cour d'Appel de VERSAILLES

- 5 juin 1984

Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de NEVERS

- 10 octobre 1986

Premier Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY
Chef de la Section Criminelle du Parquet

- 12 avril 1988

Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de MEAUX

- 6 novembre 1990

Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de ROUEN

- 1er août 1995

Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de PONTOISE

- 19 mai 1998

Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de LILLE

- 5 décembre 2001

Directeur d'administration centrale au Ministère de la Justice
Chef du Service Central de Prévention de la Corruption

- 2 janvier 2006

Avocat général à la Cour de cassation (chambre criminelle)

Formation

Juin 1969 : Licence en droit privé (Maîtrise actuelle)
1970 : Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures
1971 : Diplôme d'Etudes Supérieures de droit privé

Autres activités

Depuis le 9 janvier 2012 (arrêté du 8 février 2012 du ministre de l'intérieur), membre du collège du **Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS)** et à ce titre, membre et co-président de la Commission Nationale d'Agrément et de Contrôle (CNAC)

Arrêté du 9 décembre 2010 : Magistrat hors hiérarchie chargé de contrôler le traitement automatisé relatif au contrôle des personnes placées sous **surveillance électronique mobile**, prévu à l'article 763-13 du code de procédure pénale

Depuis janvier 2010, Président de la **Commission nationale de désignation des officiers de police judiciaire de la Police nationale** et, à ce titre, ministère public de la Commission de recours en matière d'habilitation des officiers de police judiciaire et membre du conseil d'administration de l'Ecole Nationale Supérieure de la Police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or

2004 - 2009 : Présidence, à la demande du Haut responsable à l'intelligence économique auprès du Premier ministre, d'un groupe de travail et rédaction d'un rapport sur la « **Protection du secret des affaires - Enjeux et propositions** »

2002 - 2003 : Auditeur de l'Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure (IHESI – 14^{ème} session) - Présidence d'un groupe ayant rédigé un rapport « **Intelligence économique et entreprises privées - Quelle place pour la puissance publique** »

Magistrat Militaire de Réserve depuis le 20 février 1979 (Magistrat Général, assimilé Général de Brigade) - **Colonel de la réserve citoyenne** depuis le 2 décembre 2011 (Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale)

Membre du **Conseil Supérieur de la Médecine Légale** depuis la création de celui-ci par décret du 30 décembre 1994 - Initiatives en matière de prélèvements d'organes en matière médico-légale - mise au point et signature de protocoles avec le corps médical à PARIS en 1988 et à ROUEN en 1992 (en liaison avec FRANCE-TRANSPLANT dirigé par le Professeur CABROL devenu l'Institut Français des Greffes dirigé par le Professeur HOUSSIN)

Participation à la création de l'**Institut Technique d'Accidentologie (I.T.A.)** en collaboration avec plusieurs experts judiciaires en automobile, mécanique et pneumatique

Outre de **nombreuses activités d'enseignement**, en particulier à l'Institut d'Etudes Judiciaires de NANTERRE entre 1977 et 1982, et au Centre de Formation Professionnelle des Avocats de VERSAILLES entre 1982 et 1984, participation en tant qu'enseignant à de nombreuses sessions de formation à l'Ecole Nationale de la Magistrature, à la sortie de l'Ecole Nationale d'Administration (modules de formation des nouveaux Sous-Préfets et Directeurs de Cabinet) ainsi qu'au Centre de Formation du Ministère de l'Intérieur à MARNES LA VALLEE (stages du Corps Préfectoral sur la responsabilité pénale)

Ces activités d'enseignement se sont poursuivies entre 2001 et 2005 en raison de l'important investissement du Service Central de Prévention de la Corruption en matière de formation : Universités, Ecole Nationale d'Administration, Ecole Nationale de la Magistrature, HEC, Ecoles de la police, de la gendarmerie et des douanes, entreprises privées. Depuis 2005, nombreuses interventions dans les mêmes universités et écoles.

Direction à l'Ecole nationale de la magistrature de sessions de formation sur l'intelligence économique et la protection du secret des affaires - Organisation d'un **colloque** sur ce thème à la Cour de cassation en juin 2013 et participation à un colloque au tribunal de commerce de PARIS en septembre 2013 - Interventions dans plusieurs autres sessions de formation

Depuis le 20 octobre 2011, Président de l'association nationale « **PREVENTION ROUTIERE FORMATION** »